Industrie Canada Industry Canada

Moniteur micro-économique

Quatrième trimestre de 2002

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique, Industrie Canada. Le présent document est fondé sur les données connues au 18 mars et est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Canada

Table des matières

Aperçu A

Scène canadienne

Activité économique réelle B
Revenus C
Marché du travail D
Aperçu de la situation des secteurs E
Productivité et compétitivité F
Comptes internationaux G
Mouvements des prix H
Marché des capitaux I
Finances publiques J

Budget 2003 : Faits saillants

103-05653/

Aperçu

La croissance du PIB réel ralentit au quatrième trimestre

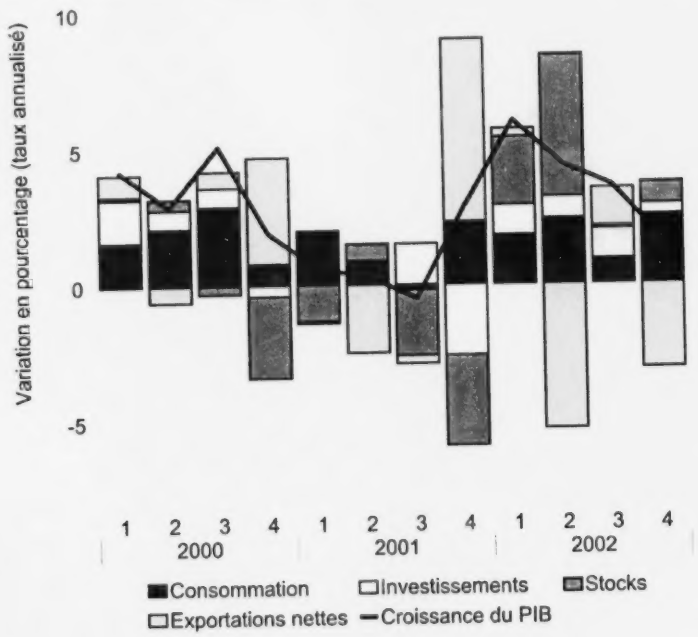
L'économie canadienne a continué de croître au quatrième trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant augmenté à un rythme annualisé de 1,6 %, après avoir connu une hausse de 3,6 % au troisième trimestre. Le ralentissement économique a surtout touché le secteur manufacturier où la production a fléchi de 1,2 %, après avoir connu une reprise notable au cours des trois premiers trimestres.

La vigoureuse progression de la demande intérieure, sous l'impulsion surtout des dépenses de consommation et de l'investissement résidentiel, a été accompagnée d'un repli des exportations réelles et de l'investissement non résidentiel. De plus, les bénéfices des entreprises ont continué de se redresser après le recul qu'ils ont connu en 2001, tandis que les robustes gains de l'emploi ont mené à une solide hausse du revenu disponible réel.

Dans l'ensemble, les données récentes (exportations, emplois et mises en chantier) semblent indiquer la poursuite d'une modeste croissance au premier trimestre.

Aux États-Unis, le PIB réel s'est accru de 1,4 %, en baisse comparativement à 4,0 % au troisième trimestre. Les données récentes portent à croire que la conjoncture économique est restée faible au premier trimestre et que d'importantes pertes d'emplois ont été enregistrées en février.

Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel*
(Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.

Source : Statistique Canada

L'incertitude économique est très menaçante, mais le Canada devrait arriver en tête des pays du G-7 en 2003

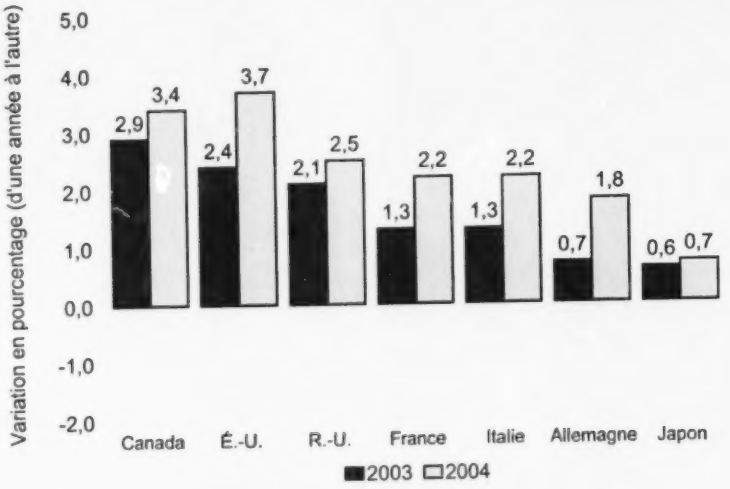
En 2002, la croissance du PIB réel s'est chiffrée à 2,4 % aux États-Unis, comparativement à 3,4 % au Canada. Néanmoins, la productivité du travail a crû de 4,8 % aux États-Unis en 2002, soit la meilleure performance annuelle depuis 1950. En comparaison, au Canada, elle a augmenté de 2,2 % en 2002.

Même si les États-Unis ont dépassé le Canada et les autres pays du G-7 au chapitre de la productivité en 2002, le Canada a obtenu les meilleurs résultats parmi les pays du G-7 sur les plans de la croissance de la production et de la création d'emplois.

Les perspectives économiques à court terme demeurent très vulnérables à l'incertitude qui plane sur l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Selon la plupart des analystes, la croissance devrait se renforcer au second semestre de 2003 et le Canada devrait continuer d'arriver en tête du G-7 au chapitre de la croissance de la production.

En raison de la hausse de l'inflation selon l'indice de référence et des solides perspectives et conjoncture économiques, la Banque du Canada a relevé de 25 points de base son taux du financement à un jour pour le porter à 3,0 %. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a laissé inchangé son taux directeur.

Perspectives de croissance du PIB réel



Source : Consensus Forecasts (U.K.), mars 2003
Consensus Economics Inc.

Scène canadienne

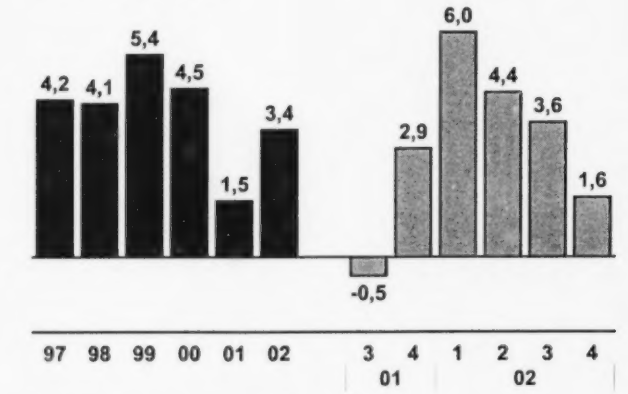
Activité économique réelle

L'économie ralentit au quatrième trimestre...

Au quatrième trimestre de 2002, le PIB réel a augmenté de 1,6 % (taux annuel), comparativement à 3,6 % au troisième trimestre.

- **La forte demande intérieure, particulièrement la demande de logements et de biens de consommation connexes, a été jumelée à une baisse des exportations et des investissements des entreprises.**

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada

Le PIB réel aux États-Unis s'est accru de 1,4 % au quatrième trimestre par rapport à 4,0 % au troisième, les consommateurs étant plus réservés dans leurs dépenses. En 2002, l'activité économique a progressé de 3,4 % au Canada, soit un point de pourcentage de plus qu'aux États-Unis, où la croissance s'est établie à 2,4 %.

...les exportations sont en chute libre...

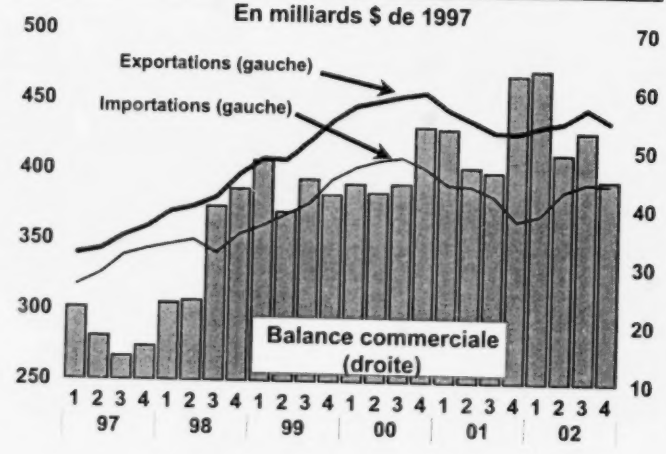
Les exportations réelles ont diminué de 8,0 % au quatrième trimestre, après avoir augmenté de 9,4 % au troisième trimestre.

- **Ce repli s'explique par la faiblesse de l'activité économique aux États-Unis, surtout la moins forte demande de véhicules et de pièces d'automobiles.**

Les importations ont reculé de 1,0 %, par opposition à une croissance de 6,5 % au trimestre précédent.

- **Le ralentissement de la demande de véhicules et de pièces d'automobiles est également à l'origine de la diminution des importations.**

Exportations et importations réelles de biens et de services



Source : Statistique Canada

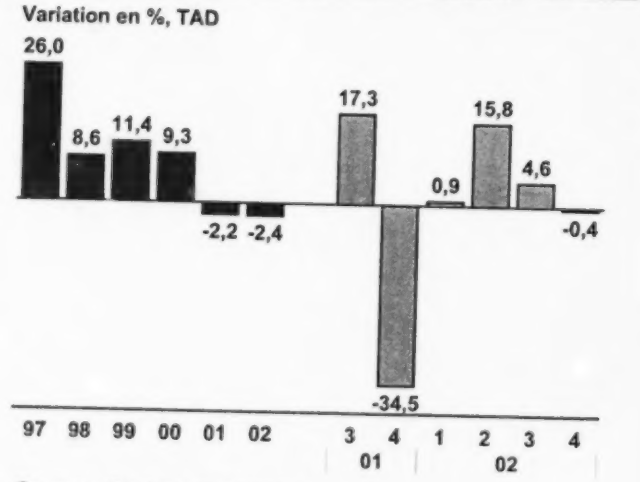
...et les investissements dans les machines et le matériel sont au point mort

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) se sont repliés de 0,4 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 4,6 % au troisième. Il s'agit de la première baisse trimestrielle de 2002.

- **La baisse des dépenses des entreprises relatives aux véhicules automobiles et la diminution à deux chiffres des investissements dans l'équipement de télécommunication ont largement dépassé la hausse observée dans les machines industrielles, les ordinateurs et les logiciels.**

- **En 2002, les investissements dans les M&M ont reculé de 2,4 % après avoir connu une baisse semblable en 2001.**

Investissements réels dans les machines et le matériel

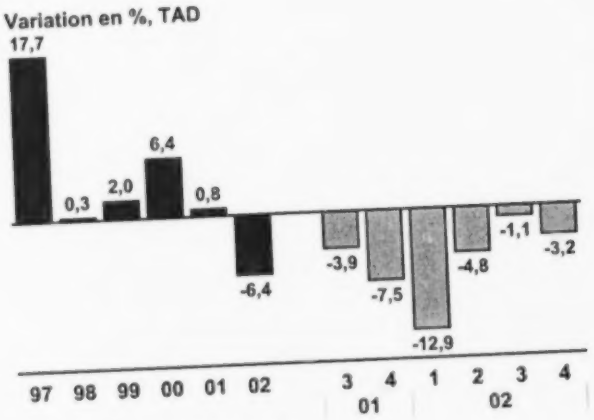


Source : Statistique Canada

La croissance non résidentielle continue sa descente...

Au quatrième trimestre, la construction non résidentielle s'est affaiblie de 3,2 % pour un cinquième trimestre consécutif. Les investissements dans la construction non résidentielle ont reculé de 6,4 % en 2002. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis 1991.

Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

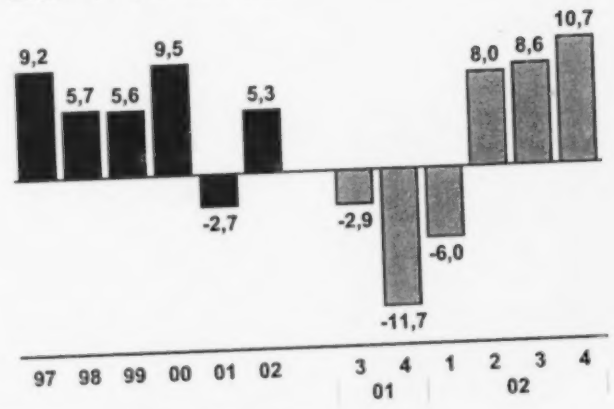
...mais les investissements dans les stocks augmentent

Les investissements dans les stocks non agricoles sont passés à 10,7 milliards de dollars au quatrième trimestre, soit une hausse par rapport à 8,6 milliards au troisième trimestre.

- **Les industries de la fabrication et du commerce ont regarni leurs stocks, les véhicules automobiles représentant le plus gros de l'augmentation.**

Selon la dernière enquête sur la situation des entreprises, la majorité des fabricants sont satisfaits du niveau de leurs stocks. Le ratio des stocks au chiffre d'affaires se maintient autour de 0,67.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles



Source : Statistique Canada

La croissance des dépenses de consommation reprend de la vigueur...

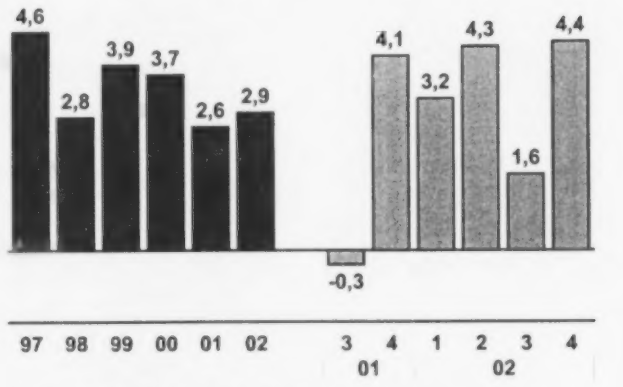
Après avoir ralenti au troisième trimestre, les dépenses de consommation se sont accrues de 4,4 % au quatrième trimestre.

- **Les dépenses de consommation ont augmenté dans toutes les grandes catégories de biens et de services. Les dépenses en biens durables se sont redressées au quatrième trimestre, à la faveur surtout de la demande de véhicules automobiles et de meubles et appareils ménagers.**

- **Les dépenses relatives aux services de transport ont également progressé, à l'instar des dépenses relatives à l'énergie à cause du temps relativement froid.**

Croissance des dépenses de consommation réelles

Variation en %, TAD



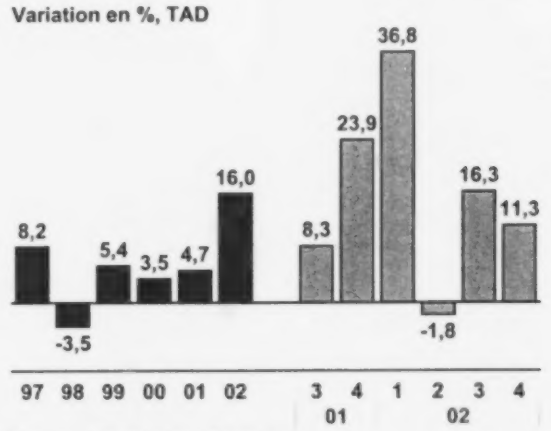
Source : Statistique Canada

...et l'activité s'intensifie encore dans le secteur du logement

Les investissements dans la construction résidentielle ont augmenté de 11,3 % au quatrième trimestre après avoir connu une hausse de 16,3 % au troisième trimestre.

- **Les mises en chantier ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 1990.**

Croissance de la construction résidentielle réelle



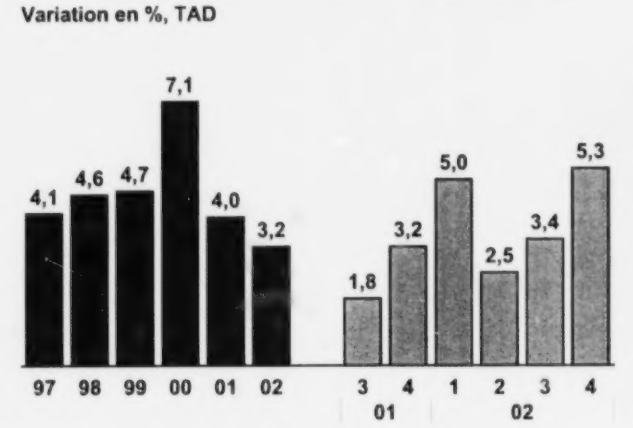
Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

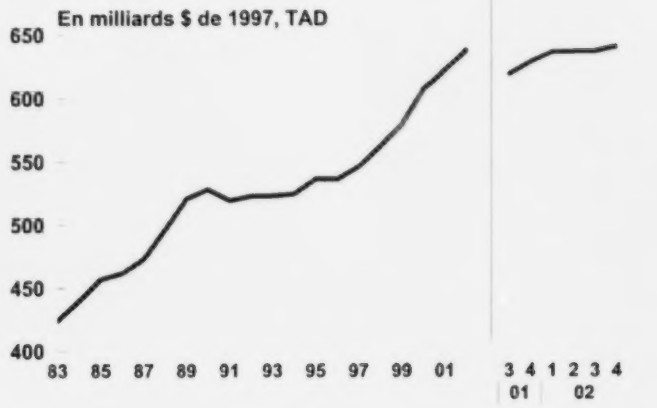
La croissance du revenu disponible des particuliers se redresse au quatrième trimestre

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.
Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au quatrième trimestre, le revenu personnel s'est accru de 5,3 % (taux annuel). Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle depuis le premier trimestre de 2001. L'accélération de la croissance du revenu personnel est attribuable à la plus forte progression du revenu du travail et des transferts.

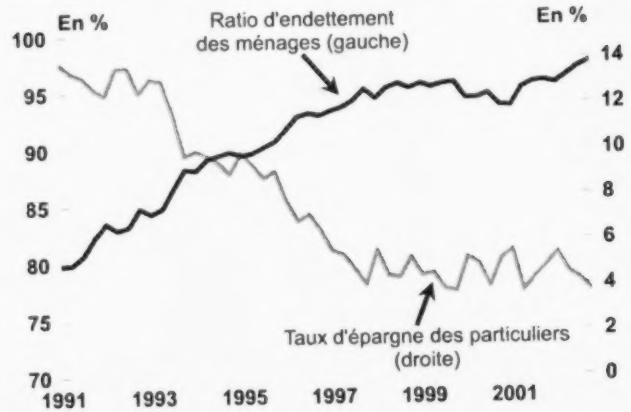
Le revenu disponible des particuliers a augmenté de 4,2 %, par rapport à 3,3 % au troisième trimestre. Le revenu disponible réel des particuliers a connu une vive croissance, soit 2,4 %, comparativement à 0,3 % au troisième trimestre. Il a crû de 2,5 % en 2002. Il s'agit de la sixième augmentation annuelle de suite.

Néanmoins, les consommateurs réduisent leur taux d'épargne pour financer leurs achats

Comme les dépenses de consommation ont progressé plus vite que le revenu personnel disponible, le taux d'épargne des particuliers est passé de 4,2 % à 3,7 % au quatrième trimestre. Le taux d'épargne s'est établi en moyenne à 4,5 % en 2002, comparativement à 4,6 % en 2001.

Le ratio d'endettement des ménages a augmenté de 0,5 point de pourcentage pour se situer à 97,6 % -- une troisième hausse trimestrielle de suite -- puisque le taux global de croissance de la dette à la consommation et de la dette hypothécaire a dépassé encore une fois celui du revenu disponible des particuliers.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

Les bénéfices des entreprises augmentent et se rapprochent d'un niveau record

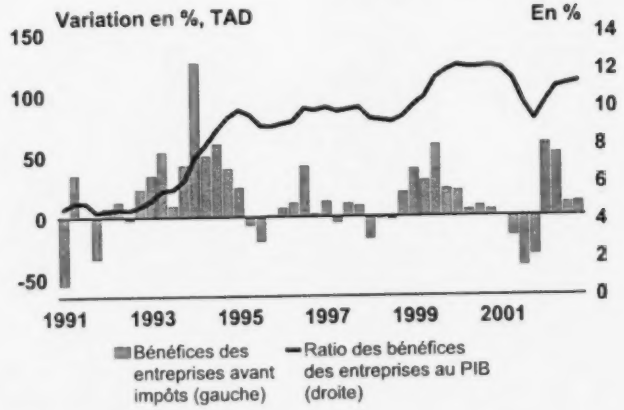
Les bénéfices des entreprises se sont accrus de 11,5 % au quatrième trimestre, après avoir augmenté de 10,4 % au troisième trimestre.
Les bénéfices des entreprises se sont fortement redressés au premier semestre de l'année et ont gagné 6,2 % en 2002.
Les bénéfices se situent maintenant 0,1 % seulement sous le niveau record atteint au premier trimestre de 2001.

- **Les gains observés au quatrième trimestre sont principalement attribuables à la hausse des bénéfices des industries de la fabrication, du pétrole et du gaz ainsi que du commerce de détail.**

- **Pour l'ensemble de 2002, les fabricants et les détaillants ont vu leurs bénéfices d'exploitation augmenter substantiellement comparativement à 2001.**

Le ratio du PIB aux bénéfices s'est légèrement accru, passant de 11,2 % au troisième trimestre à 11,4 % au quatrième trimestre.

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché du travail

Le marché de l'emploi affiche une vive croissance en février...

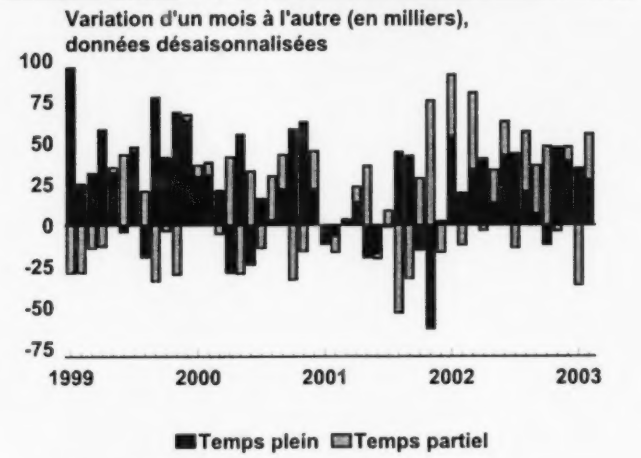
En février, le nombre d'emplois a considérablement augmenté : 55 000, dont environ la moitié sont des emplois à temps plein. On compte 53 000 emplois de plus depuis le début de 2003.

- **Les nouveaux emplois à temps plein (+62 000) sont largement responsables des gains enregistrés en janvier et février, puisque le nombre d'emplois à temps partiel a diminué (-9 000).**

Depuis le début de 2002, 613 000 emplois ont été créés (une hausse de 4,1 %).

- **Au cours des 14 derniers mois, les nouveaux emplois ont été répartis entre les emplois à temps plein (+409 000 ou 3,3 %) et les emplois à temps partiel (+204 000 ou 7,4 %).**

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

La situation de l'emploi est restée difficile aux États-Unis en février. Après avoir augmenté de 185 000 en janvier, le nombre d'emplois non agricoles a diminué de 308 000 en février, soit la plus forte baisse depuis octobre 2001. Les pertes d'emplois ont été généralisées, mais ce sont le commerce de détail et les services qui ont subi les plus graves reculs. De plus, le secteur de la fabrication a continué de réduire ses effectifs (-53 000). Le taux de chômage s'est accru de 0,1 point de pourcentage en février pour se situer à 5,8 %.

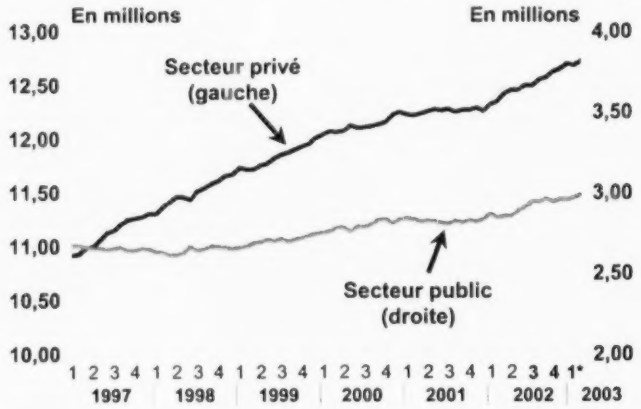
...grâce aux secteurs public et privé qui enregistrent de fortes hausses de l'emploi

En février, les effectifs du secteur privé ont augmenté (+39 000) sous l'impulsion de la hausse du nombre d'emplois rémunérés, soit 26 000. Dans le secteur privé, on a constaté une augmentation de l'emploi de 3,6 % pour les 14 derniers mois, à la faveur de l'augmentation des effectifs des services communautaires, des industries de la fabrication et des services aux entreprises.

Le secteur public a créé 16 000 emplois en février et, depuis le début de 2002, l'augmentation de l'emploi s'établie à 5,3 %. Les gains dans ce secteur ont surtout été le fait des soins de santé et de l'assistance sociale ainsi que de l'enseignement.

Par ailleurs, on a recensé 14 000 nouveaux emplois autonomes et un taux de croissance de 4,5 % au cours des 14 derniers mois.

Emploi : secteur privé et secteur public



*Seuls les mois de janvier et de février sont inclus dans les données pour le premier trimestre de 2003.

Source : Statistique Canada

Le taux de chômage reste le même (7,4 %) en raison d'une forte augmentation de la population active

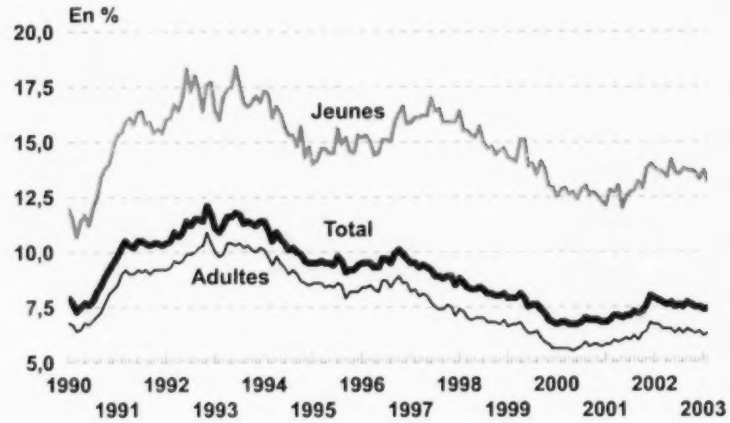
Le taux de chômage est resté inchangé (7,4 %) en février. Il n'est donc qu'à 0,6 point de pourcentage du sommet enregistré en décembre 2001 — 8,0 %.

- **L'amélioration de la conjoncture économique a incité un plus grand nombre de Canadiens à entrer sur le marché du travail, ce qui a, en partie, annulé l'effet baissier de la création d'emplois sur le taux de chômage.**

- **En février, le taux de participation était à son plus haut niveau de l'histoire.**

Chez les jeunes, 30 000 emplois ont été créés, ce qui est plus que suffisant pour annuler la perte de 12 000 emplois en janvier. Le taux de chômage chez les jeunes a donc diminué d'un demi-point de pourcentage pour se fixer à 13,2 %. Chez les adultes, le taux de chômage a légèrement augmenté, soit de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,3 %.

Taux de chômage



Source : Statistique Canada

En février, l'emploi augmente dans toutes les provinces, sauf au Manitoba et en Saskatchewan...

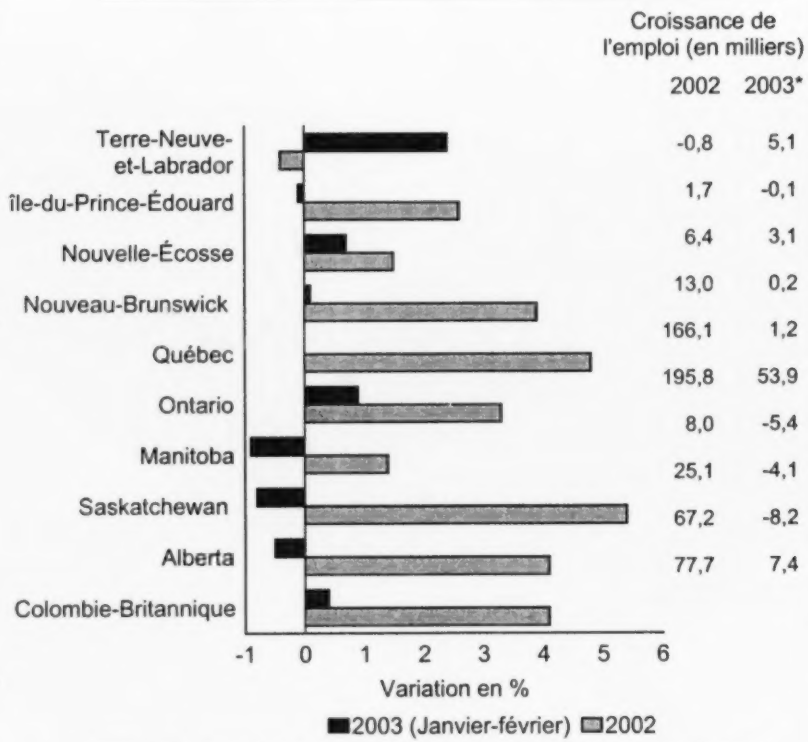
L'Ontario est la province qui a enregistré le plus grand nombre de nouveaux emplois en février (+28 000). Les services sont à l'origine du plus gros de la croissance totale, grâce aux gains faits par les services professionnels, scientifiques et techniques. Viennent ensuite, par ordre d'importance, les gains de la Colombie-Britannique (+12 000) et du Québec (+9 000).

Les autres provinces ont connu des hausses de moins de 4 000 emplois chacune, à l'exception du Manitoba et de la Saskatchewan, qui ont perdu moins d'un millier d'emplois chacun.

Plus de la moitié des nouveaux emplois recensés dans le secteur de la fabrication se trouvent en Alberta et en Colombie-Britannique.

Sauf pour Terre-Neuve (-1 000 emplois), toutes les provinces ont connu une vive croissance de l'emploi en 2002. Depuis le début de l'année, les pertes d'emplois ont surtout eu lieu dans les Prairies, alors que les gains ont été principalement le fait de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve.

Croissance de l'emploi par province



*Il s'agit de données cumulatives pour l'année 2003 (janvier-février)
Source : Statistique Canada

D-4

...toutefois, le taux de chômage progresse dans la moitié des provinces

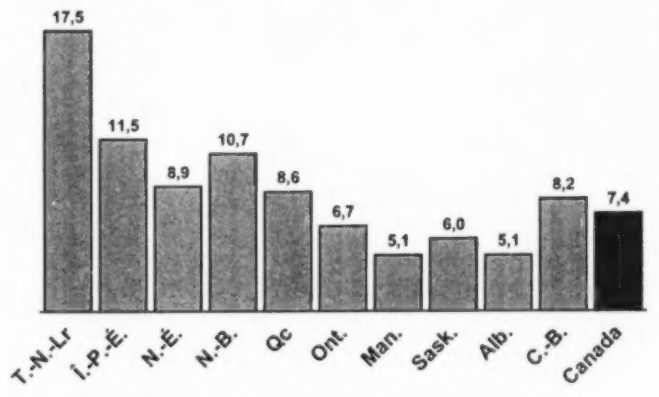
L'augmentation de la population active en février a fait monter le taux de chômage au Nouveau-Brunswick (+0,5 point de pourcentage, à 10,7 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (+0,4 point, à 11,5 %) et au Québec (+0,2 point, à 8,6 %).

Les pertes d'emplois ont contribué à la hausse du taux de chômage au Manitoba et en Saskatchewan de 0,2 point de pourcentage dans chaque cas, les taux s'établissant à 5,1 % et 6,0 % respectivement.

Par ailleurs, la hausse de l'emploi a fait fléchir le taux de chômage en Nouvelle-Écosse (-0,5 point de pourcentage, à 8,9 %), en Alberta (-0,4 point, à 5,1 %) à Terre-Neuve (-0,4 point, à 17,5 %) et en Ontario (-0,1 point, à 6,7 %).
En Colombie-Britannique, le taux de chômage est demeuré à 8,2 %.

Taux de chômage : février 2003

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

Le repli du secteur de la fabrication ralentit la production du secteur des biens...

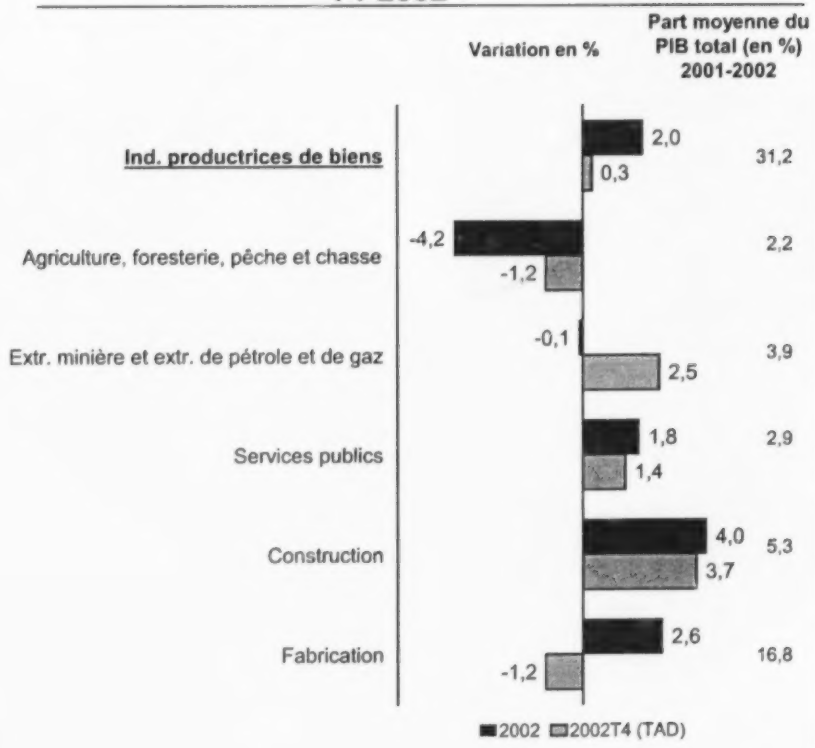
La production des industries de biens a augmenté de 0,3 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 2002, après avoir connu une hausse trimestrielle moyenne de 5,9 % aux trois premiers trimestres.

- **Après avoir enregistré des gains importants durant presque toute l'année, la production du secteur de la fabrication s'est repliée de 1,2 % au quatrième trimestre. Néanmoins, elle a augmenté de 2,6 % en 2002, après avoir perdu 4,6 % en 2001.**

- **La vigueur du secteur du logement a, une fois de plus, contribué à la hausse sensible de la production de l'industrie de la construction, alors que le renchérissement de l'énergie a fait croître la production des industries pétrolières et gazières.**

En 2002, la production du secteur des biens s'est intensifiée de 2,0 %, après avoir reculé de 2,4 % en 2001. Toutefois, le niveau de production observé au quatrième trimestre n'était qu'à 0,2 % du sommet enregistré au quatrième trimestre de 2000.

Croissance du PIB réel par industrie : T4-2002



Source : Statistique Canada

E-1

...alors que le secteur des services profite d'une saine croissance de la production

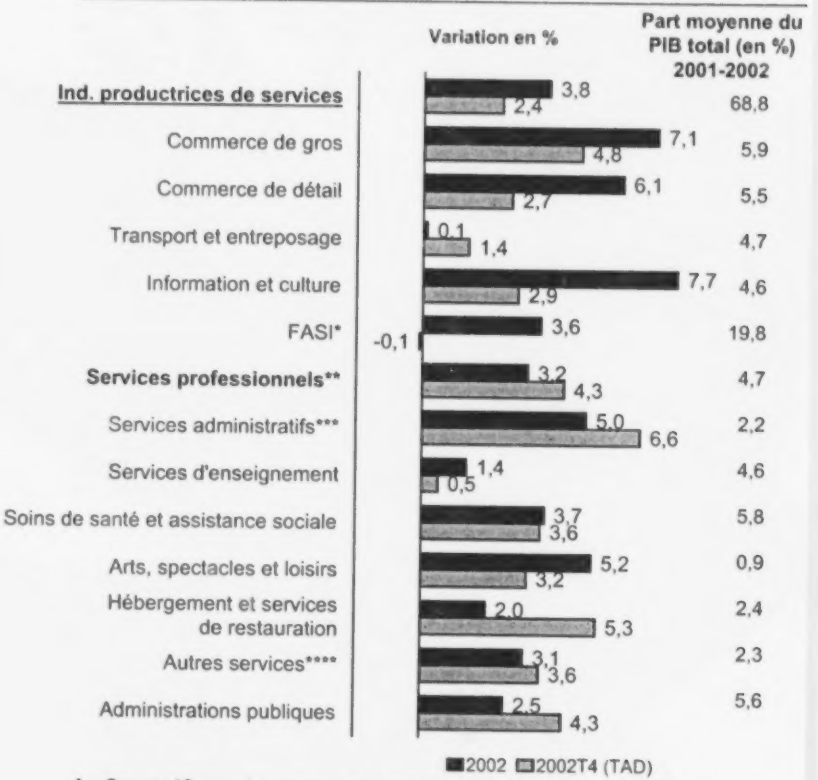
Les industries de services ont vu leur production augmenter de 2,4 % au quatrième trimestre.

- **La plupart des industries ont récolté des gains de production, à commencer par les services professionnels, le commerce de gros, les administrations publiques, les soins de santé et l'assistance sociale, les services administratifs ainsi que l'hébergement et la restauration.**

- **Toutefois, la production de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de location (FASI), qui représentent 20 % du total du PIB, n'a pratiquement pas avancé au quatrième trimestre, alors qu'elle avait gagné 3,6 % en 2002.**

En 2002, la production des industries de services a augmenté de 3,8 %, à la suite d'une hausse de 3,3 % en 2001 et de 4,6 % en 2000.

Croissance du PIB réel par industrie : T4-2002



* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises
** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques
*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
**** Sauf les administrations publiques

E-2

Source : Statistique Canada

Les bénéfices d'exploitation des entreprises poursuivent leur progression au quatrième trimestre

Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont augmenté de 5,1 % au quatrième trimestre, poursuivant ainsi le redressement amorcé au premier trimestre de 2002. Néanmoins, les bénéfices restent inférieurs de 7 % au sommet enregistré au quatrième trimestre de 2000. Sur une base annuelle, les bénéfices se sont accrus de 5,8 % en 2002 après avoir diminué de 14,6 % en 2001.

- Dans le secteur de la fabrication, les bénéfices continuent de prendre de la vigueur, alimentés par les gains importants remportés par l'industrie de l'automobile tout au long de l'année.

- Dans l'industrie des combustibles minéraux, les bénéfices ont progressé au quatrième trimestre, mais ils se sont repliés de 23,2 % en 2002.

Le secteur financier a vu ses bénéfices fondre de 6,5 % en 2002, malgré une légère augmentation au quatrième trimestre.

- La baisse des bénéfices de l'industrie de l'intermédiation financière avec dépôt (principalement les banques à charte) et les pertes subies par l'industrie des fonds et autres instruments financiers sont principalement responsables de ce recul.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau T4-2002 (M$)	Différence T3-02-T4-02 (M$)	T3-02-T4-02 (En %)	T4-01-T4-02 (En %)
Total - Ensemble des industries	41 945	2 033	5,1	32,8
Total - Industries non financières	33 960	1 951	6,1	38,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	313	-39	-11,1	-22,5
Combustibles minéraux	4 349	315	7,8	54,6
Mines, sauf combustibles minéraux	454	77	20,4	4,1
Services publics	673	7	1,1	8,5
Construction	1 130	234	26,1	74,9
Industries manufacturières	11 411	359	3,2	35,8
Commerce de gros	2 772	50	1,8	28,5
Commerce de détail	2 651	195	7,9	37,6
Transport et entreposage	1 961	-13	-0,7	70,5
Ind. de l'information et ind. culturelle	2 072	111	5,7	60,2
Imm., location et location à bail	3 336	432	14,9	40,1
Services professionnels et scientifiques	671	58	9,5	41,6
Gestion de sociétés	3 432	257	8,1	5,4
Autres services aux entreprises	671	126	23,1	29,0
Services d'enseignement	-53	-6	12,8	-19,7
Soins de santé et assistance sociale	451	42	10,3	34,2
Arts, spectacles et loisirs	58	-8	-12,1	-61,3
Hébergement et restauration	650	-45	-6,5	12,8
Autres services	389	57	17,2	43,0
Total - Industries financières	7 985	82	1,0	12,7
Intermédiation fin. (avec dépôt)	2 852	-91	-3,1	20,9
Intermédiation fin. (sans dépôt)	1 331	48	3,7	-6,5
Assureurs	1 177	151	14,7	24,2
Fonds et autres instruments fin.	-1 559	3 451	-68,9	-181,5
Autres intermédiaires financiers	2 625	-26	-1,0	11,5

Source : Statistique Canada

Depuis le début de l'année, les nouveaux emplois se trouvent surtout dans le secteur des services

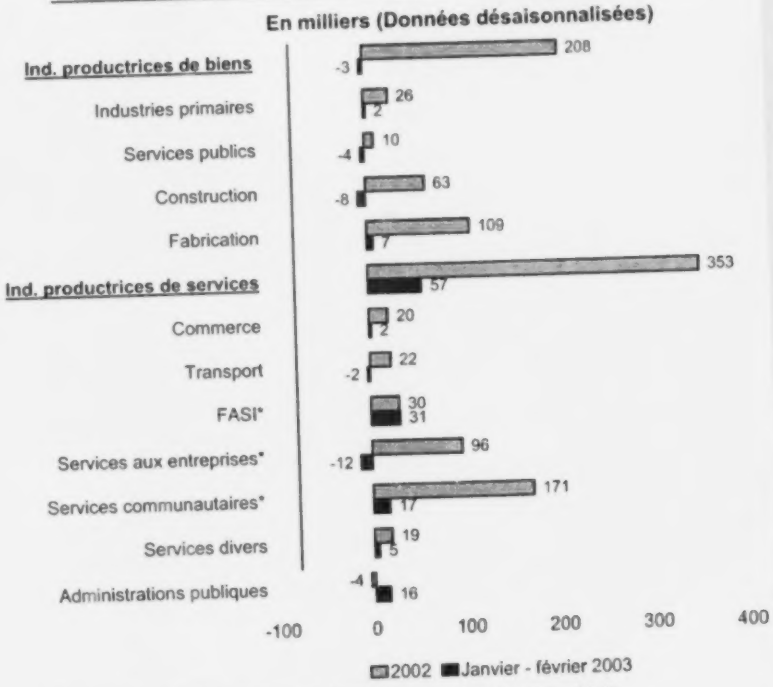
Dans le secteur des services, l'emploi a poursuivi sa trajectoire ascendante. Ainsi, on a dénombré 37 000 emplois de plus en février et 20 000 en janvier. Les gains enregistrés en 2003 ont été concentrés dans la finance, les assurances, les services immobiliers et les services de location.

- **Depuis le début de 2002, 410 000 emplois ont été créés dans le secteur des services, la plupart des industries ayant augmenté leurs effectifs. Les services communautaires ont fait preuve de vigueur, la santé et l'assistance sociale ainsi que les services d'enseignement comptant un bon nombre de nouveaux emplois.**

Le secteur des biens a connu une hausse de 19 000 emplois en février, après en avoir perdu 22 000 en janvier. En février, avec un gain de 21 000 emplois, le secteur de la fabrication a récupéré plus que le terrain perdu le mois précédent.

- **Depuis le début de 2002, on a recensé 205 000 emplois de plus dans le secteur des biens. Pour sa part, le secteur de la fabrication a créé 116 000 emplois et l'industrie de la construction, 55 000.**

Croissance de l'emploi par industrie



*FASI : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

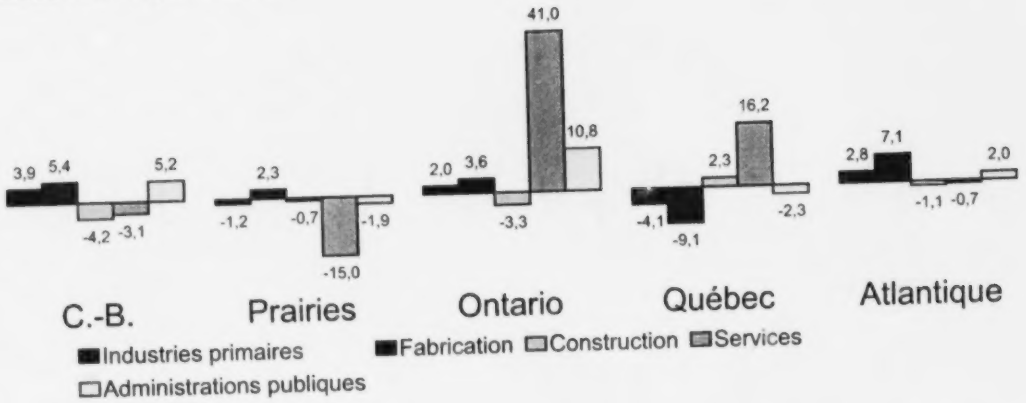
Source : Statistique Canada

E-4

En 2003, les gains sont concentrés en Ontario et au Québec

Création d'emplois

En milliers
Données désaisonnalisées
Janvier à février 2003
Source : Statistique Canada



Depuis le début de l'année, l'emploi dans le secteur de la fabrication a progressé dans toutes les régions du Canada, sauf au Québec (-9 000). Les provinces atlantiques et la Colombie-Britannique sont à l'origine de la plupart des nouveaux emplois du secteur de la fabrication. L'emploi dans le secteur primaire au Québec et dans les Prairies a été entraîné à la baisse par les pertes subies en agriculture. La construction a réduit ses effectifs dans toutes les régions, sauf au Québec.

La hausse de l'emploi dans le secteur des services est entièrement attribuable à l'Ontario et au Québec. Par ailleurs, le nombre d'emplois a augmenté dans les administrations publiques de toutes les régions, sauf pour quelques pertes au Québec et dans les Prairies.

La croissance des règlements salariaux modère, mais les salaires réels augmentent en 2002

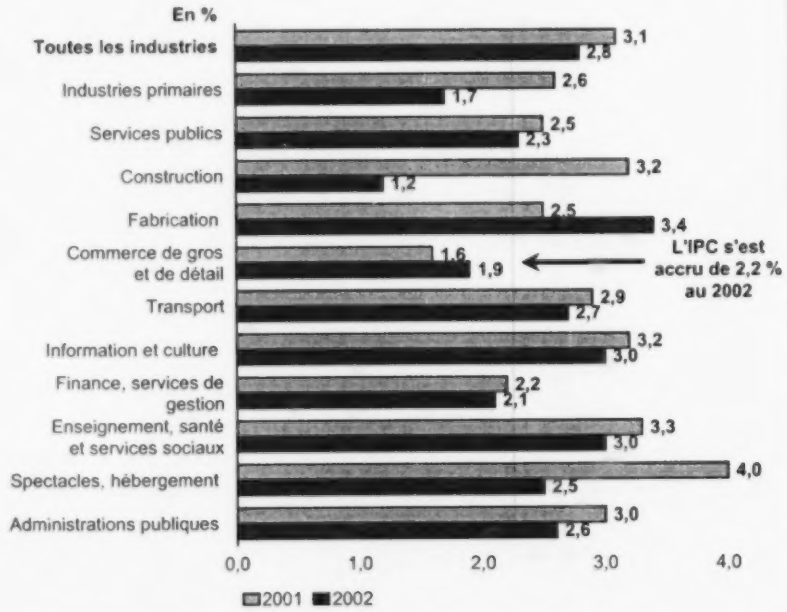
Les règlements salariaux se sont établis en moyenne à 2,8 % en 2002, ce qui est légèrement inférieur au taux de 2001. Toutefois, comme l'inflation selon l'IPC ne s'est élevée en moyenne qu'à 2,2 %, les salaires réels ont augmenté de 0,6 %.

- **Les règlements salariaux ont été supérieurs au taux d'inflation selon l'IPC dans sept des onze principaux groupes d'industries.**

- **Aidé par la vive demande de l'emploi, le secteur de la fabrication a affiché la plus forte croissance des règlements salariaux en 2002.**

Les règlements salariaux du secteur public (+2,9 %) ont été supérieurs à ceux du secteur privé (+2,6 %) pour une troisième année consécutive.

Règlements salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada

Le taux d'utilisation de la capacité recule légèrement au quatrième trimestre

Le taux d'utilisation de la capacité a diminué de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 82,9 % au quatrième trimestre de 2002. Il s'agit de la première baisse depuis le quatrième trimestre de 2001.

- **Grâce à la vigueur de la construction résidentielle, le taux d'utilisation de la capacité de l'industrie de la construction a poursuivi sa croissance. La moins forte production a ramené le taux d'utilisation de la capacité des industries de l'extraction pétrolière et gazière à son plus bas niveau jamais enregistré.**

- **Dans le secteur de la fabrication, l'utilisation de la capacité a fléchi dans 13 groupes industriels sur 21. Dans l'industrie du matériel de transport, elle a diminué, malgré la vive demande de véhicules automobiles puisque celle-ci a été plus que compensée par la baisse des exportations. En revanche, la vigueur du secteur résidentiel a fait grimper à son plus haut niveau de l'histoire l'utilisation de la capacité de l'industrie des produits du bois.**

Pour l'ensemble de 2002, le taux d'utilisation de la capacité a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 82,5 %.

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %)		Variation (en %)		Moyenne
	2002	T4-2002	02/01	T4-02/T3-02	sur 10 ans
Total - industries	82,5	82,9	0,3	-0,2	82,5
Foresterie et exploitation forestière	77,4	80,3	0,6	-1,4	80,5
Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz	71,9	71,4	-4,7	-0,3	78,5
Énergie électrique *	88,5	88,3	1,0	-1,2	84,0
Construction	86,0	86,1	-0,3	0,1	82,2
Total - fabrication	83,5	84,3	1,6	0,0	83,5
Aliments	81,6	80,8	0,0	-0,5	80,7
Boissons et produits du tabac	79,8	77,3	-0,8	-3,5	80,9
Usines de textiles	76,6	75,0	-2,3	-1,5	82,0**
Usines de produits textiles	79,3	79,2	2,7	-2,6	79,4**
Fabrication de vêtements	81,9	85,2	-0,1	2,5	82,7
Produits en cuir et produits analogues	70,4	69,0	-2,1	-1,5	74,3
Produits en bois	93,8	98,5	11,8	3,4	87,0
Papier	90,4	93,0	1,8	0,3	90,2
Impression et activités connexes de soutien	72,9	69,9	-3,6	-2,4	77,8
Produits du pétrole et du charbon	96,3	96,0	1,4	-0,6	92,4
Produits chimiques	81,1	84,1	0,7	2,8	82,4
Produits en caoutchouc et en plastique	88,7	88,9	4,5	-0,5	84,2
Produits minéraux non métalliques	83,9	85,5	4,0	1,8	78,5
Première transformation des métaux	91,2	93,7	2,6	1,9	90,4
Fabrication de produits métalliques	83,7	83,9	3,0	-0,7	80,5
Machines	80,0	83,0	0,7	2,2	80,9
Produits informatiques et électroniques	66,8	64,7	-5,4	-1,1	80,0
Matériel électrique	73,1	72,4	-3,2	-0,8	83,4
Matériel de transport	88,9	88,9	3,0	-2,4	85,6
Meubles et de produits connexes	82,2	82,0	1,4	-1,1	81,3
Activités diverses de fabrication	82,5	84,5	2,2	1,4	82,1

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique
** Selon les données disponibles entre le T1 de 1997 et le T4 de 2002

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Productivité et compétitivité

La productivité du travail diminue au quatrième trimestre...

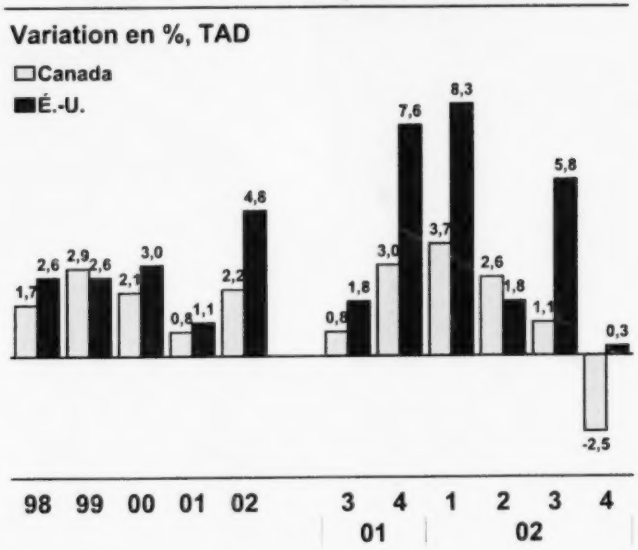
La productivité du travail du secteur des entreprises a reculé de 2,5 % (taux annuel) au quatrième trimestre, résultat d'une plus forte augmentation du nombre d'heures travaillées (3,6 %) que de la production (1,0 %).

Toutefois, pour 2002 dans son ensemble, la productivité a augmenté de 2,2 %, soit plus du double du taux de croissance observé en 2001 et la meilleure performance depuis 1999.

Aux États-Unis, la productivité du travail du secteur des entreprises s'est accrue de 0,3 % au quatrième trimestre, étant donné que la production a progressé plus vite (1,8 %) que le nombre d'heures travaillées (1,5 %).
En 2002, la productivité s'est accrue de 4,8 %, soit la plus forte avance depuis 1950.

En 2002, les États-Unis ont encore devancé le Canada sur le plan de la productivité du travail, alors que le Canada a connu une plus vive croissance de la production (3,8 % contre 2,7 %) et du nombre d'heures travaillées (1,5 % contre -2,0 %).

Croissance de la productivité



Source : Calculs d'Industrie Canada

F-1

...ce qui fait monter les coûts unitaires de main-d'oeuvre...

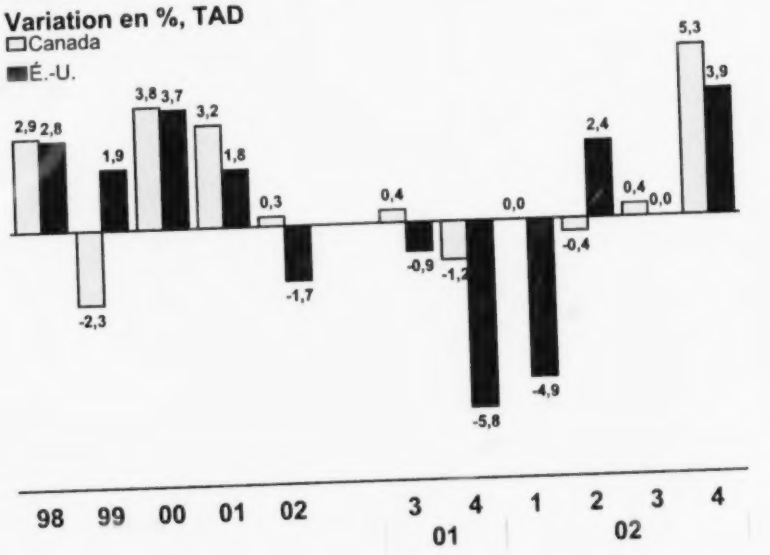
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre se sont accrus de 5,3 % au quatrième trimestre, étant donné que les salaires horaires ont augmenté (2,8 %) et que la productivité du travail a diminué.

Cependant, pour 2002 dans son ensemble, les coûts unitaires de main-d'oeuvre n'ont gagné que 0,3 %, ce qui est beaucoup moins que ce qui a été enregistré en 2001 (3,2 %) et en 2000 (3,8 %).

- **En 2002, les salaires horaires ont progressé de 2,6 %, et la productivité du travail a augmenté de 2,2 %.**

Aux États-Unis, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont monté de 3,9 % au quatrième trimestre, sous l'impulsion de la hausse de 4,2 % des salaires.
Par contre, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont fléchi de 1,7 % en 2002, la productivité augmentant plus rapidement que les salaires. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis le début des années 60.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



*Pour le secteur des entreprises
Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

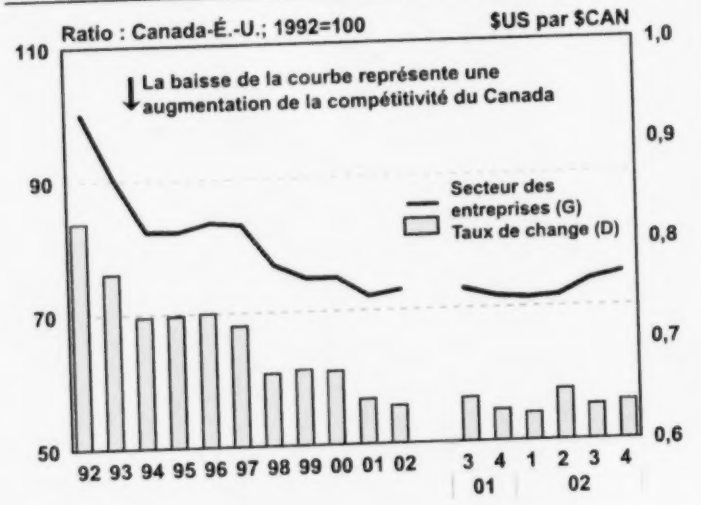
F-2

...et atténue la compétitivité des entreprises canadiennes

Au quatrième trimestre, la compétitivité des entreprises canadiennes par rapport à celle des entreprises américaines s'est à nouveau détériorée, dans le sillage de la hausse du dollar canadien et de la baisse de la productivité du travail au Canada.

Même si la devise américaine s'est légèrement appréciée, en 2002, les entreprises au sud de la frontière ont accru leur compétitivité. Cela s'explique en grande partie par la plus forte productivité du travail aux États-Unis, étant donné que la rémunération horaire a progressé à peu près au même rythme des deux côtés de la frontière.

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Scène canadienne

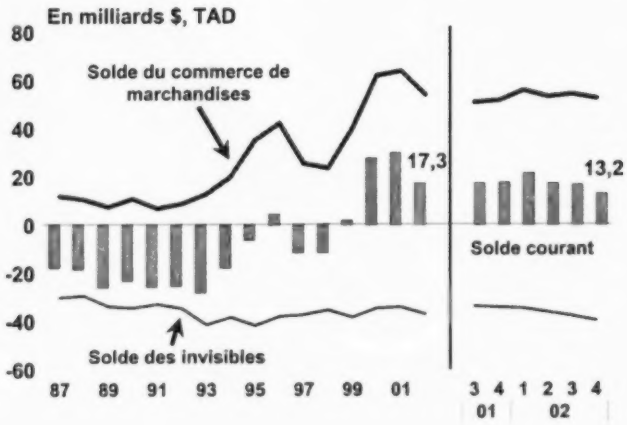
Comptes internationaux

Au quatrième trimestre, l'excédent au compte courant s'amenuise...

Au quatrième trimestre, l'excédent au compte courant du Canada a reculé de 0,9 milliard de dollars pour s'établir à 3,3 milliards (13,2 milliards, taux annuel), surtout à cause de la détérioration des revenus de placements et du commerce de marchandises.

En 2002, l'excédent au compte courant est passé à 17,3 milliards de dollars, par rapport à la somme record de 30,0 milliards en 2001. L'excédent au chapitre du commerce de marchandises a glissé de 9,8 milliards de dollars en raison de la baisse des exportations et de la hausse des importations. Les dividendes que les investisseurs canadiens ont reçus sur leurs placements à l'étranger ont diminué de 2,3 milliards de dollars comparativement à 2001.

Solde courant et soldes commerciaux



Le solde du commerce de marchandises représente les exportations nettes de marchandises.

Le solde des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

G-1

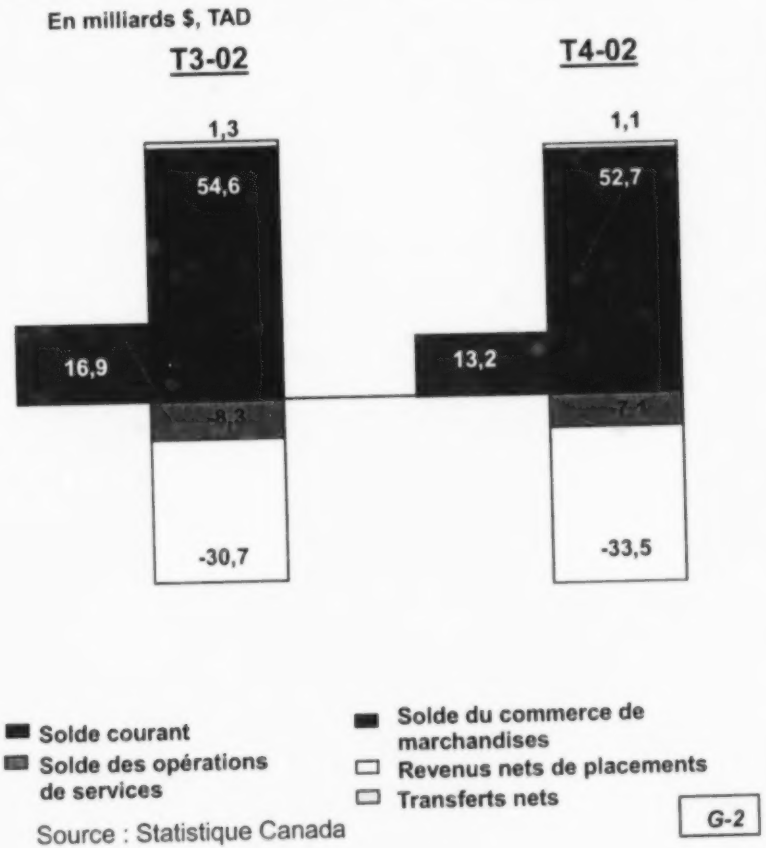
...en raison surtout de la détérioration des revenus de placements et du solde du commerce de marchandises

Le déficit au chapitre des revenus de placements s'est accru de 0,7 milliard de dollars pour s'établir à 8,4 milliards, à cause de la hausse de 0,6 milliard de dollars des dividendes versés aux investisseurs étrangers.

L'excédent au chapitre du commerce de marchandises s'est replié de 0,5 milliard de dollars pour s'établir à 13,2 milliards (52,7 milliards, taux annuel) au quatrième trimestre, étant donné que la chute des exportations de produits automobiles a entraîné les exportations à la baisse.

Le déficit relatif aux services s'est rétréci, passant de 2,1 milliards de dollars au troisième trimestre à 1,8 milliard (7,1 milliards, taux annuel) au quatrième trimestre. La réduction a été répartie également entre les services de voyage et de transport ainsi que les services commerciaux.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

G-2

La diminution des exportations de marchandises réelles est atténuée par la hausse des prix des exportations...

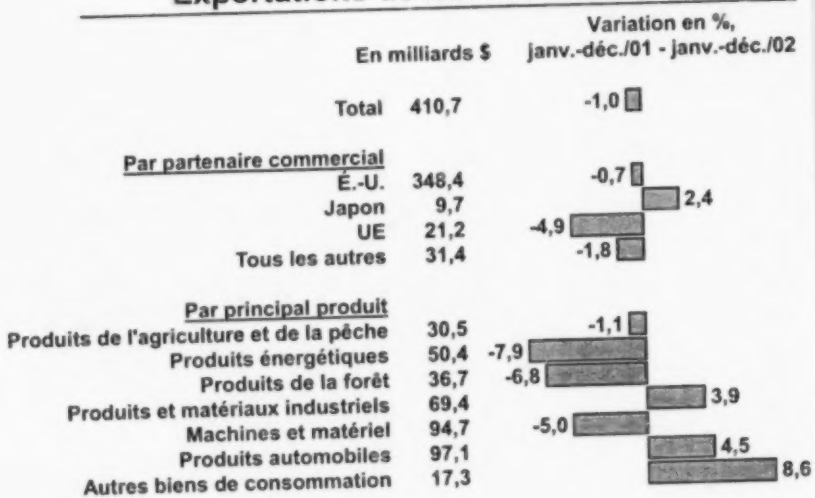
En dollars constants de 1997, les exportations de marchandises réelles ont diminué de 2,3 % au quatrième trimestre. Toutefois, la hausse des prix des exportations a atténué la baisse des exportations en termes nominaux, celle-ci s'établissant à 0,2 %. Au troisième trimestre, un gain de 2,7 % avait été enregistré.

- **La diminution des expéditions de voitures de tourisme a fait chuter les exportations de produits automobiles. Elle a été annulée, en partie, par l'accroissement des exportations d'énergie, attribuable à la hausse des prix et des volumes.**

Le total des exportations a reculé de 1,0 % en 2002. Les exportations d'énergie ont subi une nette diminution (-7,9 %), tout comme celles des produits forestiers (-6,8 %) et des machines et du matériel (-5,0 %). Les importantes dépenses des consommateurs américains ont mené à l'augmentation des exportations d'autres biens de consommation et de produits automobiles.

Sur le plan géographique, le recul est généralisé, à l'exception de la hausse de 2,4 % des exportations destinées au Japon.

Exportations de marchandises, 2002



Source : Statistique Canada

G-3

...mais les importations restent stables

Au quatrième trimestre, les importations de marchandises n'ont pas changé, après avoir augmenté de 2,8 % au troisième trimestre.

- **La baisse des importations de pièces d'automobiles a largement compensé la hausse des importations d'automobiles et de camions. Les importations de produits énergétiques ont augmenté.**

En tout, les importations se sont accrues de 1,6 % en 2002. La croissance des importations a été particulièrement forte dans le cas des produits automobiles, des produits forestiers, d'autres biens de consommation et des produits de l'agriculture et de la pêche, ce qui a compensé la diminution des importations de produits énergétiques et de M&M.

- **Les importations provenant des États-Unis ont diminué, alors que les importations provenant d'autres régions, surtout le Japon, ont augmenté.**

Importations de marchandises, 2002

	En milliards $	Variation en %, janv.-déc./01 - janv.-déc./02
Total	356,1	1,6
Par partenaire commercial		
É.-U.	254,7	-0,1
Japon	11,7	10,9
UE	36,1	3,0
Tous les autres	53,5	7,2
Par principal produit		
Produits de l'agriculture et de la pêche	21,8	7,0
Produits énergétiques	16,5	-7,3
Produits de la forêt	3,1	8,6
Produits et matériaux industriels	68,8	0,5
Machines et matériel	105,8	-5,9
Produits automobiles	81,4	12,3
Autres biens de consommation	46,4	8,1

Source : Statistique Canada

G-4

Les investissements de portefeuille étrangers au Canada se redressent au quatrième trimestre

Au quatrième trimestre, les Canadiens ont investi 24,1 milliards de dollars à l'étranger, tandis que les étrangers ont investi 16,1 milliards au Canada. En 2002, les Canadiens ont encore investi davantage à l'étranger (75,6 milliards) que les étrangers au Canada (64,1 milliards).

Investissements directs

À 16,0 milliards de dollars, les investissements directs du Canada à l'étranger ont été supérieurs de 3,5 milliards à ceux enregistrés au troisième trimestre. La presque totalité de cette somme a été destinée aux fonds de roulement des sociétés affiliées. Des investissements étrangers d'une valeur de 5,7 milliards de dollars sont entrés au Canada. Au troisième trimestre, les étrangers avaient investi 1,7 milliard de dollars au Canada. Les acquisitions par des étrangers sont intervenues pour environ un tiers du total.

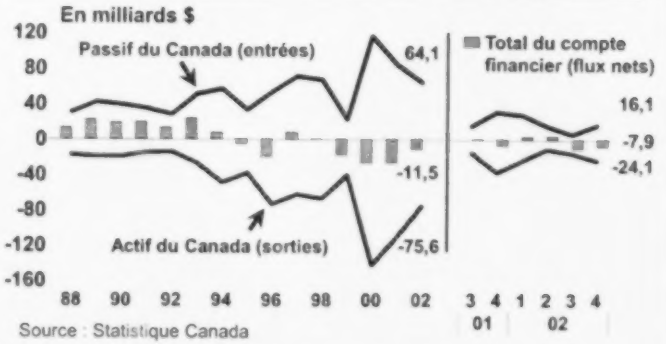
En 2002, les investissements directs de l'étranger se sont élevés à 33,6 milliards de dollars, tandis que les Canadiens ont investi 43,9 milliards de dollars à l'étranger. Les investissements du Canada et de l'étranger ont diminué par rapport à 2001.

Investissements de portefeuille

Les investisseurs de portefeuille étrangers ont repris confiance en achetant pour 9,4 milliards de dollars de titres canadiens, alors que les investissements des Canadiens dans des titres étrangers ont diminué pour s'établir à 2,8 milliards.

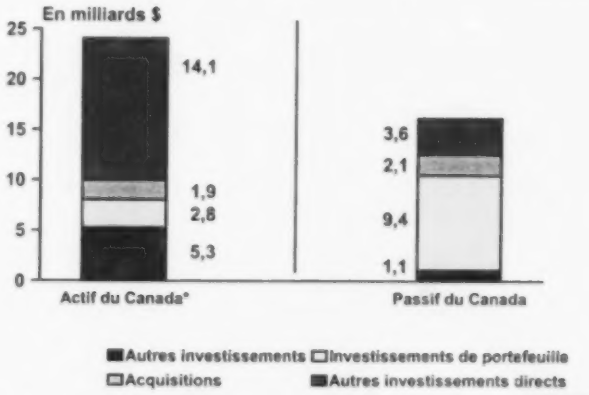
En 2002, les investissements de portefeuille ont également fléchi.

Compte financier (flux nets)



Source : Statistique Canada

Composantes du compte financier, 4T, 2002



*Signes renversés de la balance des paiements
Source : Statistique Canada

G-5

Scène canadienne

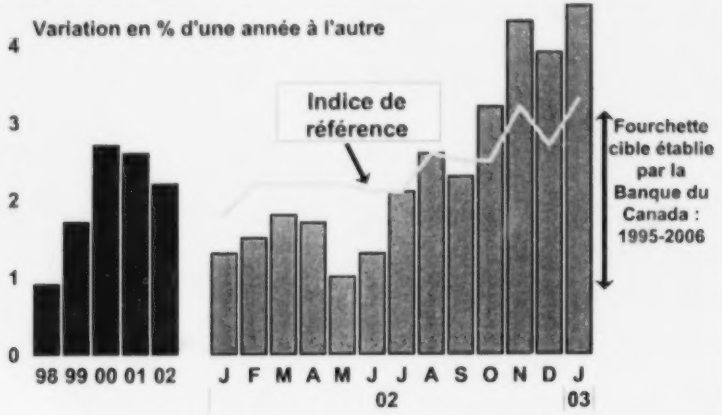
Mouvements des prix

Le taux d'inflation augmente en janvier...

La variation d'une année à l'autre de l'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 4,5 % en janvier, par rapport à 4,3 % en novembre et à 3,9 % en décembre. Dans ce dernier cas, les rabais sur les tarifs d'électricité en Ontario avaient contribué à atténuer l'inflation.

L'inflation mesurée par l'indice de référence, lequel exclut les composantes les plus volatiles de l'IPC global et les impôts indirects et sert de cible aux fins de la politique monétaire, est passée à 3,3 %, comparativement à 3,1 % en novembre et à 2,7 % en décembre. Ce taux dépasse la limite supérieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).

Indice des prix à la consommation



En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également décidé d'adopter une mesure plus fine de l'inflation tendancielle, établie selon l'indice de référence.

Sont exclus de l'indice de référence, les fruits, les préparations de fruits et les noix, les légumes et les préparations de légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects.

Source : Statistique Canada et Banque du Canada

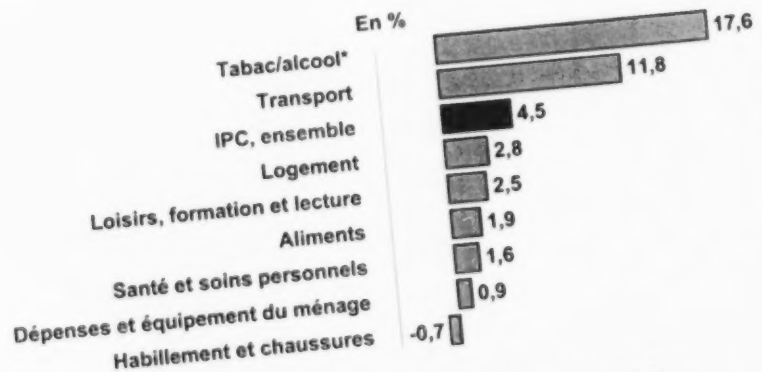
...étant donné que la crainte d'une guerre et de problèmes d'approvisionnement en pétrole fait augmenter les prix de l'énergie

En janvier, l'indice des prix de l'énergie a augmenté de 15,3 %, contre 7,1 % en décembre, les quatre grandes composantes de cet indice ayant subi des hausses. L'inflation selon l'IPC, à l'exception de l'effet de l'énergie, s'est fixée à 3,5 % pendant trois mois consécutifs.

L'accélération des coûts du transport en commun a également alimenté l'inflation.

Composantes de l'IPC : janvier 2003

Variation des prix d'une année à l'autre



*Les majorations de taxes fédérale et provinciales sur les ventes de cigarettes, dont les dernières remontent à l'été 2002, ont fait grimper l'indice des prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées. Ainsi, d'une année à l'autre, l'indice a progressé en moyenne de 16,9 % depuis novembre 2001, date d'entrée en vigueur de cette série de majorations de taxes.

Source : Statistique Canada

Les prix des matières premières et des produits fabriqués continuent leur ascension

En janvier, les prix des produits industriels — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — se sont accrus de 2,0 % d'une année à l'autre, après avoir augmenté de 2,7 % en décembre.

- **À l'exception des produits du pétrole et du charbon, les prix à la production se sont redressés de 0,2 % après avoir gagné 1,5 % en décembre.**

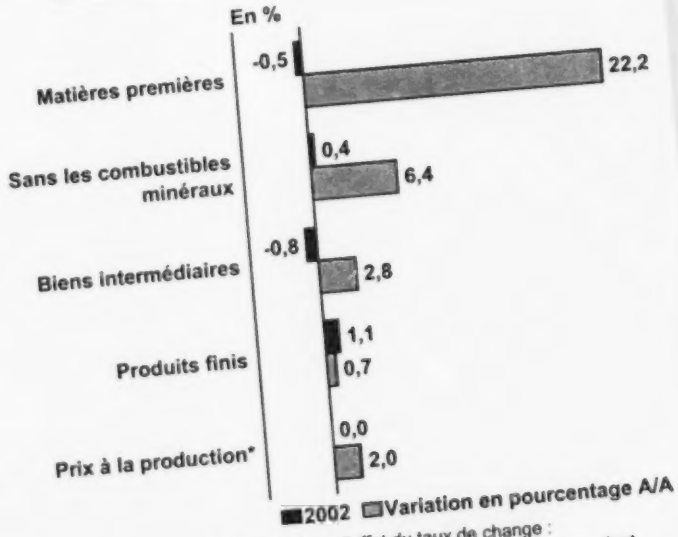
- **Pour l'année 2002, les prix à la production étaient en moyenne les mêmes qu'en 2001. Par contre, en 2000, ils avaient augmenté de 4,3 %.**

Les prix des matières premières ont bondi de 22,2 % en glissement annuel, après avoir enregistré une forte hausse en décembre, soit 18,6 %.

- **À l'exception des combustibles minéraux, les prix étaient en hausse de 6,4 %, ce qui est moindre que l'augmentation de 7,8 % observée en décembre.**

- **En 2002, les prix des matières premières ont fléchi de 0,5 %. Il s'agit de la deuxième baisse annuelle après la hausse de 22,3 % enregistrée en 2000.**

Chaîne de prix - janvier 2003



*Les prix des produits industriels et l'effet du taux de change : l'appréciation du dollar canadien sur les exportations canadiennes, dont les prix sont donnés en dollars américains, surtout les véhicules automobiles, les pâtes et papier et les produits du bois, a atténué la variation sur douze mois des prix des produits industriels en janvier. Sans l'effet du taux de change, l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) aurait augmenté de 2,9 % au lieu de 2,0 %.

H-3

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché des capitaux

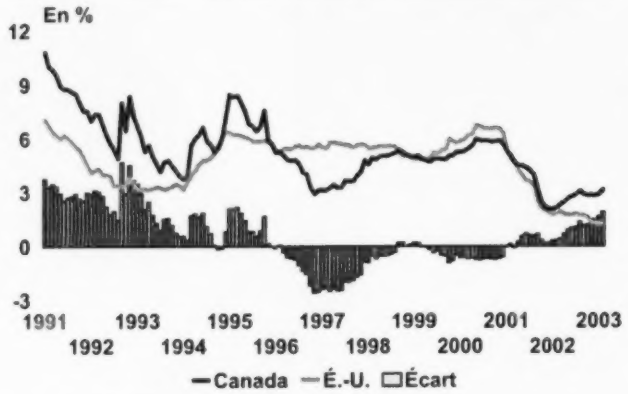
La Banque du Canada relève ses taux d'intérêt pour la première fois depuis juillet 2002

Le 4 mars, la Banque du Canada a augmenté de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le porter à 3,0 %, en raison du taux d'inflation continuellement élevé, malgré le ralentissement de la croissance économique. Comme la croissance devrait s'accélérer au deuxième semestre de l'année, il est fort probable que la Banque continue d'augmenter ses taux d'intérêt au cours des prochains mois.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale n'a pas modifié son taux des fonds fédéraux, celui-ci restant à 1,25 %, le 18 mars. Elle a préféré attendre, compte tenu des très grandes incertitudes qui planent sur la situation géopolitique à court terme et des répercussions néfastes qu'elles pourraient avoir sur l'économie.

L'écart entre les taux du papier commercial à 90 jours au Canada et aux États-Unis était de 204 points de base, le 13 mars, par rapport à 153 points de base au début de 2003.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 5 mars 2003

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

Dates d'établissement des taux d'intérêt en 2003	
Canada	**États-Unis**
4 mars	18 mars
15 avril	6 mai
3 juin	24-25 juin
15 juillet	12 août
3 septembre	16 septembre
15 octobre	28 octobre
2 décembre	9 décembre

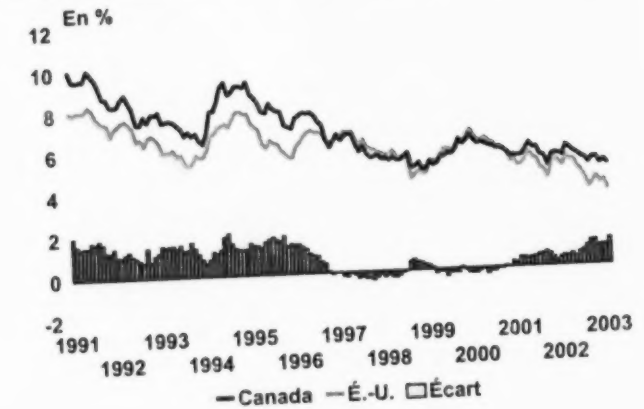
Les taux d'intérêt à long terme diminuent en Amérique du Nord

Le marché des obligations est volatile, compte tenu de la conjoncture économique mitigée et de l'incertitude géopolitique.

- **Le 13 mars, le rendement des obligations canadiennes à dix ans s'est établi à 4,9 %, soit la même chose qu'au début de l'année, alors que le rendement de sa contrepartie américaine est passé à 3,7 %, par rapport à 4,1 % au début de l'année.**

- **L'écart entre les rendements des obligations au Canada et aux États-Unis s'est fixé à 120 points de base, soit une hausse par rapport à 85 points de base au début de l'année.**

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 5 mars 2003

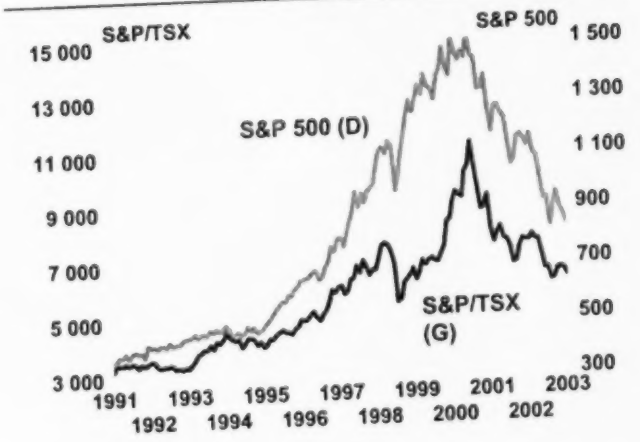
Source : Banque du Canada, obligation à dix ans du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

La prudence pousse certains investisseurs à vendre leurs actions en raison de l'incertitude géopolitique

Les marchés boursiers sont en baisse depuis quelques mois, car les craintes qu'une guerre retarde davantage les investissements des entreprises et la reprise économique ont complètement éclipsé les annonces de bénéfices découlant de la productivité des grandes sociétés.

- **L'indice S&P/TSX est tombé à 6 229 points au début mars, soit 9 % de moins que le sommet atteint au début de l'année. À la clôture de la séance du 14 mars, il affichait 6 304 points. Le Dow Jones a glissé jusqu'à 7 524 points, puis il a gagné 4,5 % pour s'établir à 7 860 points, le 14 mars.**

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 6 mars 2003

Le 1er mai, le plus important indice boursier du Canada a été renommé Standard & Poor/Toronto Stock Exchange (S&P/TSX).

Source : Statistique Canada

Le dollar canadien atteint un sommet qui ne s'était pas vu depuis plusieurs années

Le dollar canadien, qui avait terminé l'année 2002 à 63,4 cents US, a grimpé pour dépasser la barre des 68 cents US au début de mars, le plus haut niveau atteint depuis l'an 2000.

- **L'affaiblissement de la devise américaine, une conjoncture économique plus favorable, des taux d'intérêt plus élevés au Canada, ainsi que la croissance des prix des produits de base sont à l'origine de ce redressement.**

Taux de change Canada-É.-U.

Dernières données du graphique : le 5 mars 2003

Source : Banque du Canada

Scène canadienne

Finances publiques

Le gouvernement fédéral dépose un nouveau budget

Le 18 février, le gouvernement a présenté un budget équilibré pour l'exercice en cours et pour les deux prochains exercices. L'annexe fournit plus de détails.

Pour l'exercice 2001-2002, le gouvernement fédéral a dégagé un excédent budgétaire de 8,1 milliards de dollars : il s'agit d'une révision par rapport à 8,9 milliards de dollars, qui reflète l'incidence de la comptabilité d'exercice intégrale*. Cet excédent a contribué à faire passer le ratio de la dette nette au PIB à 46,5 %, comparativement au sommet de 67,5 % atteint en 1995-1996.

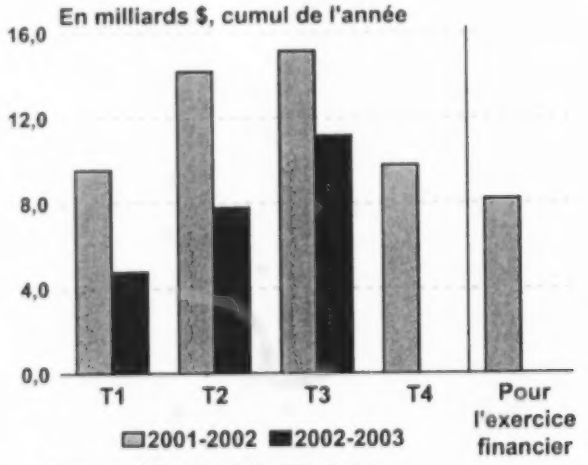
Au cours des dix premiers mois de l'exercice 2002-2003, le gouvernement fédéral a dégagé un excédent de 11,2 milliards de dollars, comparativement à l'excédent de 15,3 milliards de dollars enregistré pour la même période l'an passé.

- **Cette diminution est attribuable à la baisse des recettes budgétaires et à la hausse des dépenses de programmes. La baisse des recettes budgétaires peut s'expliquer par le fait que les paiements finaux d'impôt sur le revenu ont été plus faibles et les remboursements relatifs à l'année d'imposition 2001 plus importants, à cause de la faiblesse des marchés boursiers et du fléchissement des gains nets en capital.**

Outre la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador, les provinces prévoient avoir soit un budget équilibré, soit un excédent pour 2002-2003, tandis que les trois territoires prévoient enregistrer un déficit.

***Selon la comptabilité d'exercice intégrale, on constate les dépenses et les recettes dans l'année au cours de laquelle elles sont utilisées ou produisent une incidence économique (pas dans l'année au cours de laquelle les paiements en espèces sont versés ou les recettes, perçues). Le gouvernement s'apprêtait à prendre ce virage depuis 1999. Pour obtenir plus de détails, il suffit de consulter l'annexe 6 du Plan budgétaire de 2003 à l'adresse suivante : http://www.fin.gc.ca/budtocf/2003/budlistf.htm.**

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre : Hossein Rostami
Directeur
Analyse micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen, pièce 540G
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

par courrier électronique : rostami.hossein@ic.gc.ca
par téléphone : (613) 995-8452
ou par fax : (613) 952-1936

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le Moniteur micro-économique présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.
Le présent numéro du Moniteur a été préparé à l'aide des données connues au 18 mars 2003.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Poitras, François Rimbaud et Patrick Taylor, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-2618

Industrie Canada Industry Canada

Budget 2003

Annexe
Budget 2003 : Faits saillants

Canada

Les perspectives économiques

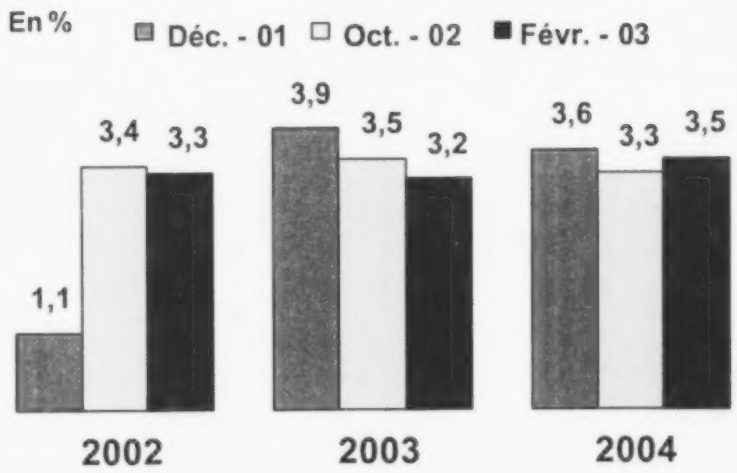
- Les perspectives économiques des États-Unis et du Canada se sont quelque peu dégradées depuis la mise à jour financière d'octobre.

  - L'activité économique aux États-Unis devrait s'accélérer au deuxième semestre de l'année pour progresser de 2,7 % en 2003 et de 3,6 % en 2004.

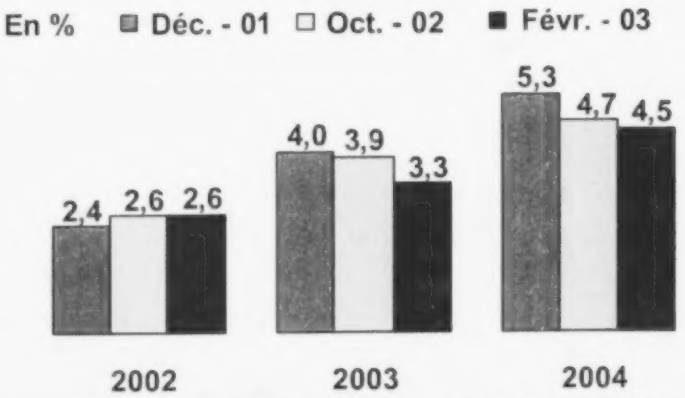
  - Selon les estimations, la croissance économique au Canada s'est établie à 3,3 % en 2002 et devrait atteindre 3,2 % cette année, grâce à la faiblesse des taux d'intérêt.

- Toutefois, l'incertitude géopolitique risque d'assombrir passablement les perspectives économiques mondiales, surtout à court terme.

Croissance du PIB réel



Taux des bons du trésor à 3 mois



Source : Ministère des Finances, Enquêtes auprès des prévisionnistes du secteur privé.

Les prévisions financières

- Un budget équilibré ou excédentaire est prévu pour 2002-2003 et les deux années suivantes.

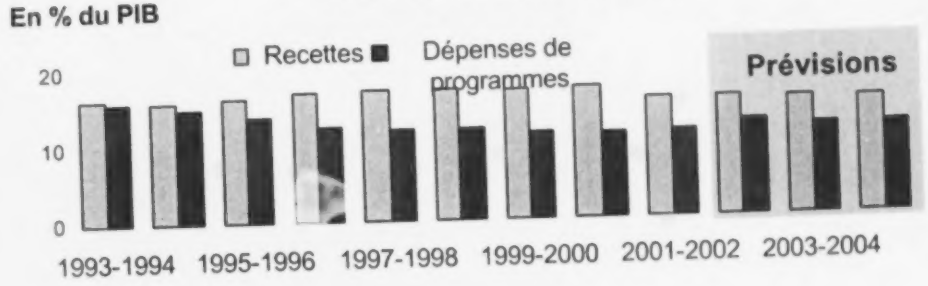
- Les excédents budgétaires aux fins de planification (après la réserve pour éventualités et la mesure de prudence économique) sont plus élevés que ceux établis dans la Mise à jour économique et financière d'octobre dernier : 6,4 milliards de dollars en 2002-2003, 4,8 milliards en 2003-2004 et 6,5 milliards en 2004-2005.

- Les recettes devraient augmenter pour passer à 178,7 milliards de dollars (soit 15,7 % du PIB) en 2002-2003 et à 184,7 milliards (soit 15,4 % du PIB) en 2003-2004.

- Les dépenses de programmes devraient augmenter de 11,5 % pour passer à 138,6 milliards de dollars en 2002-2003 (soit 12,2 % du PIB) et à 143 milliards (soit 11,9 % du PIB) en 2003-2004.

- Le ratio de la dette au PIB devrait diminuer pour passer à 44,5 % en 2002-2003, par rapport au sommet de 67,5 % enregistré en 1995-1996.

Recettes et dépenses de programmes du gouvernement fédéral
Selon les comptes publics



Source : Ministère des Finances

Dette nette fédérale
Selon les comptes publics

Source : Ministère des Finances

Principales mesures : La santé

- L'aide fédérale en matière de soins de santé augmentera de 17,3 milliards de dollars au cours des trois prochaines années et de 34,8 milliards sur cinq ans. Voici les principaux éléments :

  - 2,5 milliards de dollars versés immédiatement sous forme de supplément au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS);

  - 16 milliards de dollars versés sur cinq ans aux provinces et aux territoires pour un Fonds pour la réforme de la santé, qui ciblera les soins primaires, les soins à domicile et la couverture de type catastrophique des médicaments d'ordonnance;

  - 9,5 milliards de dollars en transferts aux provinces et aux territoires au cours des cinq prochaines années;

  - 6,8 milliards de dollars sur cinq ans pour d'autres initiatives en matière de santé et à l'appui de programmes de santé visant les Premières nations et les Inuits.

Principales mesures : L'innovation et la création du savoir

- Les investissements cumulatifs de 1998-1999 à 2004-2005 dans la recherche et l'innovation des budgets précédents représentent plus de 11 milliards de dollars. Le budget de 2003 prévoit un nouvel investissement de 1,7 milliard de dollars dans la recherche et l'innovation en 2002-2003 et au cours des deux prochaines années. Voici les principaux éléments :

  - Investissements de 500 millions de dollars dans la Fondation canadienne pour l'innovation, un nouveau programme de Bourses d'études supérieures du Canada et des mesures pour élargir la portée des prêts en capital de risque et pour financer le coût indirect des recherches subventionnées par le gouvernement fédéral.

  - Une augmentation permanente de 125 millions de dollars par année pour les trois conseils subventionnaires fédéraux;

  - 225 millions de dollars par année aux universités, collèges et hôpitaux universitaires afin de payer les coûts indirects et 16 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour les programmes fédéraux liés à la recherche dans le Nord.

- Le budget prévoit 285 millions de dollars pour les compétences et l'apprentissage en 2002-2003 et au cours des deux prochaines années, notamment des mesures visant à attirer et à faciliter l'intégration des immigrants spécialisés au Canada.

Principales mesures : L'utilisation et la commercialisation du savoir

Favoriser la commercialisation des innovations qui sont des premières mondiales, la formation de partenariats et le transfert de technologies, surtout pour les PME :

- 25 millions de dollars par année aux programmes centraux du Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI) destinés à aider les PME;

- un investissement de 190 millions de dollars sur deux ans à la Banque de développement du Canada, sous forme d'actions ordinaires avec dividendes, afin d'augmenter le capital de risque pour les industries du savoir, les entreprises à vocation exportatrice et les femmes entrepreneures;

- 20 millions de dollars sur deux ans à Entreprise autochtone Canada afin d'accroître les activités destinées aux entrepreneures autochtones;

- une contribution fédérale de 20 millions de dollars au Centre de la découverte MaRS;

Principales mesures : La fiscalité

- Les réductions d'impôt qui ont déjà été annoncées sont maintenues.

- Mesures relatives à l'impôt des sociétés
  - L'élimination, sur les cinq prochaines années, de l'impôt fédéral sur le capital – il sera éliminé en 2004 dans le cas des moyennes entreprises.
  - Le taux d'imposition des sociétés du secteur des ressources naturelles sera ramené à 21 % - sous réserve d'une restructuration de certains avantages fiscaux.
  - Les cotisations à l'assurance-emploi passent de 2,10 $ à 1,98 $ pour 2004.
  - La première tranche des bénéfices imposables des petites entreprises sera portée à 300 000 $.
  - Amélioration du report libre d'impôt des gains en capital des petites entreprises.

- Mesures relatives à l'impôt sur le revenu des particuliers
  - Le plafond des cotisations annuelles à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un régime de pension agréé passera à 18 000 $ sur une période de quatre ans et sera indexé.
  - La prestation fiscale pour enfants est améliorée – la prestation sera augmentée pour passer à 3 243 $ pour le premier enfant d'ici 2007.
  - Un crédit d'impôt de 1 600 $ pour enfants handicapés, qui entrera en vigueur en juillet 2003.

Principales mesures : Les collectivités et l'environnement

- Une somme supplémentaire de 3 milliards de dollars pour améliorer les **infrastructures** au cours des dix prochaines années, notamment :

  - 526 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour les programmes de rénovation résidentielle et les programmes d'aide aux sans-abri;

  - 320 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour améliorer les ententes existantes avec les provinces et les territoires relativement au logement abordable.

- Des mesures environnementales d'une valeur totale de 3 milliards de dollars, dont :

  - Des fonds de 2 milliards de dollars sur cinq ans pour aider à la mise en œuvre du Plan du Canada sur les changements climatiques;

  - 600 millions de dollars pour moderniser les réseaux d'aqueduc et d'égout.

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :	Hossein Rostami Directeur Analyse micro-économique Industrie Canada 235, rue Queen, pièce 540G Ottawa (Ontario) K1A 0H5
par courrier électronique :	rostami.hossein@ic.gc.ca
par téléphone :	(613) 995-8452
ou par fax :	(613) 952-1936

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le Moniteur micro-économique présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.
Le présent numéro du Moniteur a été préparé à l'aide des données connues au 18 mars 2003.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Poitras, François Rimbaud et Patrick Taylor, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-2618